



**FONDATION
DE L'ÉCOLOGIE
POLITIQUE**

**POINT DE VUE
D'EXPERT**
FÉVRIER 2022

PAR MANUEL DOMERGUE

Manuel Domergue est membre du Conseil de surveillance de la Fondation de l'Écologie Politique et directeur des études de la Fondation Abbé Pierre.

MÉTROPOLES ET ÉCOLOGIE

FUIR OU AGIR ?

PAR MANUEL DOMERGUE

directeur des études de la Fondation Abbé Pierre et membre du Conseil de surveillance de la Fondation de l'Écologie Politique

Lauréat du prix de la Fondation de l'Écologie Politique 2018 pour son livre « Les métropoles barbares », inspirateur d'une riche série de notes sur la thématique du « post-urbain », le géographe et politiste Guillaume Faburel ouvre des questionnements passionnants sur l'habitat. Il analyse avec talent et érudition bien des travers liés à la « métropolisation » généralisée, comme la course à la concurrence internationale entre capitales pour attirer investissements et « classes créatives », l'accélération généralisée des modes de vie urbains à l'heure du capitalisme de flux, la marchandisation généralisée de l'espace public, le gigantisme des infrastructures de loisirs, de commerce ou de transports aériens, l'artificialisation des terres, l'arrachement des urbains de leur écosystème, bref l'insoutenabilité écologique et sociale des grandes villes. Autant de combats justes qui montrent un modèle urbain assez largement perçu aujourd'hui comme à bout de souffle, et qui contrebalancent heureusement des années de discours iréniques sur les métropoles, sources uniques de création et de ruissellement de richesses qui seraient l'avenir de la France.

La présente note constitue donc une réponse critique mais bienveillante, destinée également à interroger les dernières campagnes électorales écologistes, marquées par des positions parfois ambiguës sur la place de l'habitat, la densité et les métropoles. Les résultats électoraux des municipales, qui montrent une forte poussée des écologistes, en particulier dans les grandes villes, nécessitent d'autant plus une réflexion qui dépasse l'appel à fuir ces métropoles barbares qui ont tout de même l'amabilité de porter des écologistes au pouvoir...

Cette note est écrite par un militant de la cause des mal-logés aussi bien que de l'écologie urbaine et du droit à la ville, les trois objectifs ayant vocation à s'enrichir mutuellement plutôt qu'à s'opposer. Il ne suffit pas en effet de proclamer que fin du monde et fin du mois constituent un



même combat, que l'écologie est forcément sociale et réciproquement, que les questions sociales et environnementales sont indissociables. Il faut le démontrer dans la pratique, autour de conflits d'usage bien réels, qui se posent au quotidien pour les citoyens, les élus locaux et les professionnels de l'urbanisme. C'est en se frottant à la réalité, en partant de cas concrets, que l'on peut réussir à dépasser les tensions qui, spontanément, sont bien réelles. L'objectif n'est pas de modérer les aspirations écologistes, mais de les concrétiser, de trouver les compromis, aux bonnes échelles, qui permettent leur mise en œuvre en évitant les solutions de facilité ou les oppositions binaires. Il ne s'agit pas de créer d'illusoire consensus sociaux sur des sujets par nature conflictuels, mais de chercher à montrer où se situent les vrais clivages et les combats à mener, sans se tromper d'adversaires... ni d'amis.

Pour alimenter ces débats, nous verrons ici qu'il ne faut pas diaboliser par essence les métropoles, que la densité peut être un atout pour l'écologie urbaine et la lutte contre le mal-logement et à quelles conditions, qu'un éventuel exode urbain massif serait dangereux en termes d'étalement urbain et que l'on a besoin de grandes villes... jusqu'à une certaine taille, et qu'il est enfin urgent de changer les métropoles, en les démocratisant pour les rendre plus justes et plus soutenables, plutôt que de les fuir.

UNE ESSENTIALISATION RÉDUCTRICE DE LA VIE DANS LES MÉTROPOLES

Haro sur la ville. Dans les écrits de Guillaume Faburel, la ville serait le lieu de tous les maux. « *Tout, depuis les émotions qu'elles suscitent jusqu'aux imaginaires qu'elles engendrent, exprime l'incapacité des grandes villes de constituer des habitats communs* », écrit-il, définitif. Si l'auteur a sans doute raison de critiquer les récits qui tendent à « *essentialiser les vertus* » de la ville, qui serait par définition le lieu de la diversité, de la rencontre, de la tolérance voire de la révolution, il devrait éviter à rebours d'essentialiser ses défauts, et de romantiser à l'excès la vie à la campagne qui serait la seule zone permettant solidarités et mode de vie écologique.

La grande ville est-elle l'ennemie de l'écologie ? Evidemment, une ville d'un million d'habitants pollue plus qu'une ville de 1 000 habitants mais, une fois rapportée au nombre d'habitants, l'empreinte carbone des différents territoires est plus nuancée, voire plaide plutôt en faveur des grandes villes. Si l'on examine l'empreinte carbone des dix plus grandes villes de France, comme l'a fait le WWF, il s'avère qu'elle représente 16 % de l'empreinte nationale, alors que ces métropoles rassemblent 20 % de la population. Un urbain en 2015 génère 9 tonnes de CO₂, contre 10,5 pour un Français moyen¹. D'après un rapport de l'IDDRI, de même, les émissions de gaz à effet de serre des urbains sont légèrement inférieures à celles des périurbains ou des ruraux, essentiellement en raison de mobilités quotidiennes moins émettrices et de logements plus petits². D'après une étude de l'Insee enfin (*Insee Première* n°1357, juin 2011), « *Les habitants des pôles urbains émettent deux fois moins de CO₂, grâce à un usage plus fréquent des transports en commun et de la marche à pied.* »

Il existe bien des raisons de critiquer les métropoles naturellement, qu'il s'agisse de la course à la compétition internationale au mépris du quotidien des habitants, du règne de la voiture et du béton qui caractérise encore bon nombre de cités, du bruit omniprésent ou de la pollution atmosphérique, sans parler des logements très petits et trop chers. Mais le mépris pour les grandes villes, « *lieu ultime de l'oubli de soi et du sentiment de vacuité de l'existence* », et leurs habitants, y compris ceux qui cherchent des solutions aux problèmes urbains, présentés tour à tour comme aliénés ou complices de la marchandisation du monde, est inquiétant. Cette rhétorique hostile par principe à la vie urbaine est délétère. Si l'auteur prend quelques précautions, recourir à des références douteuses comme des penseurs conservateurs voire franchement réactionnaires, tels que Jean-Claude Michéa, Christophe Guilluy ou Jean-Pierre Le Goff, l'amène sur des pentes glissantes.

1 WWF, *Le défi climatique des villes*, 2018.

2 Institut du Développement Durable et des Relations Internationales, « Modes de vie et empreinte carbone », *Les Cahiers du Clip* n°2, décembre 2012.

Dans ses écrits, en somme, Guillaume Faburel fait de « la » métropole une entité univoque et essentialisée coupable de tous les maux : « *par quel miracle la métropole aurait-elle les solutions aux problèmes qu'elle a elle-même augmentés ?* », s'interroge-t-il, comme si « la » métropole était un acteur en soi, alors que les métropoles sont des territoires et des collectivités locales dont les dynamiques et les politiques peuvent être l'objet de conflits entre les forces sociales qui les composent, et donc suivre des chemins variés selon les choix qui sont faits. En essentialisant les métropoles, l'auteur participe donc paradoxalement à en dépolitiser la gestion

LA DENSITÉ DE L'HABITAT N'EST PAS UNE ENNEMIE À REPOUSSER, SOUS PEINE D'AGGRAVER LE MAL-LOGEMENT OU D'ACCÉLÉRER L'ÉTALEMENT URBAIN.

Cette vision uniformément négative des métropoles rejoint une forme de procès récurrent fait à la densité, « *mot d'ordre communicationnel de tous les aménageurs-bétonneurs et des élus libéro-démocrates* » selon Guillaume Faburel (p. 241). De nombreux candidats aux élections municipales ont également promis de « dédensifier » les villes. La densité, qui était vue comme une solution difficile mais nécessaire il y a quelques années par les urbanistes et de nombreux écologistes, est-elle devenue un objectif à repousser ?

A partir de quand une ville est-elle « trop dense » ? Si l'on peut comprendre qu'un niveau de 20 000 habitants au km² comme à Paris, voire 40 000 habitants / km² dans certains arrondissements, entraîne des difficultés (manque d'espaces public, congestion, pollution atmosphérique, bruit, équipements sous tension permanente), ce niveau propre à Paris intramuros ne se retrouve nulle part ailleurs en France. Rien que dans les départements de la petite couronne, la densité chute de moitié à Montreuil, Pantin ou Bobigny (10 000 habitants au km²). Dans les autres capitales régionales, on est à 6 500 habitants au km² à Lille, 4 500 à Nantes, 4 000 à Rennes, 3 500 à Strasbourg, six fois moins qu'à Paris. Pour l'Insee, les « communes densément peuplées », qui accueillent 25 millions d'habitants, ont une densité moyenne de 2 600 habitants au km²³, 8 fois moins dense que la capitale. Brest Métropole compte 1 000 habitants au km², 20 fois moins qu'à Paris. Bref, la critique de la densité est à apprécier localement, et à relativiser...

Le procès de la densité et du « bétonnage » est peut-être payant électoralement, mais reste très ambigu. La densité n'est pas forcément synonyme de bétonnage au sens strict. Un quartier dense n'est pas forcément fait de béton, mais peut laisser de la place à la végétalisation, à la terre pleine, tout comme les constructions elles-mêmes peuvent utiliser le bois, la paille ou la terre.

La densité est nécessaire pour éviter la dépendance à la voiture. Comment réaliser « la ville du quart d'heure », où tout ce qui est utile à la vie quotidienne est accessible à un ou deux kilomètres à la ronde, sans un minimum de densité ? S'il est tout à fait réaliste d'émanciper les urbains de la voiture, cet objectif est beaucoup plus difficile à atteindre à la campagne, où il est fréquent de prendre la voiture pour aller chercher le pain, déposer les enfants à l'école ou même pour sortir les poubelles. Les zones peu denses ne sont pas des zones de « démobilité » où l'accélération du monde serait mise de côté, bien au contraire. On circule bien plus vite en Corrèze qu'à Paris ou Marseille, et les défenseurs du 90 km/h, vitesse devenue presque identitaire, ne se recrutent pas vraiment dans les métropoles.

Si une densité excessive est parfois légitimement mal vécue, il est toutefois possible d'imaginer un même niveau de densité, au sens de nombre d'habitants par km², mais en évitant ce sentiment d'étouffement. Cela passe par exemple par la végétalisation des villes, la rénovation énergétique des immeubles, la création d'espaces verts et de jardins partagés, la préservation d'espaces publics partagés et accessibles à tou-tes, des formes urbaines sans les gratte-ciel qui tendent à écraser des rues sans être de toute façon particulièrement denses, une politique du logement qui réduise le surpeuplement des logements, et surtout la réduction drastique de la place

3 Vincent Vallès, « Une croissance démographique marquée dans les espaces peu denses », INSEE Focus, n°177, 30 décembre 2019 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4267787>.

de la voiture pour éviter bruit, accidents et pollution atmosphérique et gagner de l'espace pour vivre mieux...

Pour un nombre d'habitants donné, l'inverse de la ville dense est la ville étalée. Or, c'est bien l'étalement urbain qui est le principal facteur d'artificialisation des terres, et donc de « bétonisation ». Du point de vue de la préservation des terres, les logements collectifs, très majoritaires dans la construction neuve, sont particulièrement économes, puisqu'ils sont à l'origine de seulement 3 % de l'artificialisation annuelle, contre 50 % pour les maisons. Autrement dit, le développement de la ville dense est un moyen économe de produire des logements neufs sans porter une atteinte excessive aux terres agricoles ou naturelles. On peut aussi ajouter, pour les amateurs de maisons, que l'habitat individuel n'est pas forcément antinomique avec la densité s'il s'agit de maisons mitoyennes, de maisons de villes ou même de lotissements bien pensés, plutôt que de maisons au milieu de parcelles isolées. Là encore, un minimum de densité est nécessaire. La densité est bel et bien un objectif à atteindre avec de multiples précautions, pour réussir à concilier les objectifs sociaux et environnementaux, transports en commun et qualité de vie, nature en ville et lutte contre le mal-logement. De toute façon, si la demande pour des nouveaux logements existe, mais ne trouve pas à s'exprimer dans les villes déjà bâties, au nom du refus de la densité, il y a fort à parier qu'elle trouvera des débouchés, à la périphérie des villes.

L'IMPASSE SUR LA CRISE DU LOGEMENT

En définitive, comment lutter contre l'artificialisation des terres et refuser en même temps de densifier les villes ? On peut comprendre ces deux objectifs, mais, pris cumulativement, ne risquent-ils pas d'entraver la lutte contre le mal-logement ? Rappelons que la démographie française, contrairement à celle des pays voisins, est dynamique, avec une hausse continue du nombre d'individus et encore plus importante du nombre de ménages, ce qui est le critère principal pour guider la politique du logement, puisqu'à chaque ménage doit correspondre un logement. Le nombre de ménages en France est passé de 15 à 30 millions entre 1962 et aujourd'hui, et le CGDD estime qu'il augmentera encore de 25 % d'ici à 2050⁴. Et à moins d'imposer une décroissance des naissances, des séparations, des décohabitations, du vieillissement et des migrations, il faudra répondre du point de vue des logements à 7 millions de ménages supplémentaires. Sans compter les millions de ménages d'aujourd'hui déjà en surpeuplement ou sans logement personnel. La France construit environ 400 000 logements par an depuis une décennie, mais cela n'est pas encore suffisant pour faire face à ces flux. Nous aurons encore, au moins pendant 20 à 30 ans, à construire des logements en nombre, essentiellement des petits logements peu chers qui nous manquent, pour les jeunes, les étudiants, les personnes âgées, les couples qui se séparent, les migrants etc. C'est un défi gigantesque pour faire reculer l'absence de logement personnel qui touche un million de personnes, le surpeuplement qui affecte 10 % des Français, le surpeuplement accentué qui entrave le développement de 300 000 enfants.

De ce drame, au cœur des vies au quotidien de tant d'entre nous, le « post-urbain » a-t-il des réponses à apporter ? Guillaume Faburel n'en parle pas, si ce n'est pour mettre en doute, au détour d'une phrase malheureuse, ce qu'il appelle « *la fameuse crise du logement* ». Comment peut-on écrire tant de pages inspirées sur la manière « d'habiter » un territoire, sans faire allusion à aucun moment au cœur de la notion d'habitat, qui consiste tout de même aussi, quelques heures par jour, à habiter... un logement ?

Le logement apparaît certes à la toute fin du livre, mais pour critiquer le « municipalisme » qui, « *en ancrant son action dans les villes, (...) prend le risque de confiner ses interventions à quelques recettes contreproductives [comme le] financement massif du logement social* » (p. 405), accusé d'accroître « *la concentration spatiale* ». Contreproductif, le logement social ? 2,1 millions de ménages, soit 4 millions de personnes, en attendent pourtant un. Faut-il leur dire qu'ils feraient mieux de s'installer dans les Vosges plutôt que de pré-

4 Commissariat Général au Développement Durable, « La demande potentielle de logements à l'horizon 2030 : une estimation par la croissance attendue du nombre de ménages », *Le point sur...* n°135, 2012.

tendre habiter une grande ville ? Pour des personnes en situation de grande exclusion, quitter les métropoles les plus tendues pour retrouver une formation, un emploi et un toit plus accessible dans des petites villes moins demandées est parfois une solution, comme le montrent le programme de l'Etat EMILE (Engagés pour la Mobilité et l'Insertion par le Logement et l'Emploi), ou l'association « Ville nouvelle, nouvelle vie ». Mais ces changements de vie réussis, dans le cadre de ces politiques, sont numériquement très rares, de l'ordre de quelques dizaines par an. Miser uniquement là-dessus, c'est prendre le risque d'abandonner à leur sort les mal-logés des villes sans agir là où se pose le problème.

Dans sa note pour la FEP intitulée « De la métropolisation... au post-urbain », Guillaume Faburel se risque à avancer des propositions. Hélas, celles-ci révèlent l'impasse pratique dans laquelle il propose de nous engager. La première de ses « pistes pratiques pour une écologie populaire » consiste en effet en un « arrêt immédiat par moratoire national de toute nouvelle construction, quelle qu'elle soit », y compris donc les constructions neuves sur des friches urbaines. Adieu crèches, écoles, logements nouveaux ? Passer sans transition de 400 000 logements neufs construits par an à zéro, par un moratoire décidé nationalement uniformément pour tous les territoires, au mépris des milliers de Plans Locaux d'Urbanisme votés par les conseillers municipaux et intercommunaux en France, provoquerait un engorgement généralisé de toutes les zones en accroissement démographique. Si cette mesure avait été prise il y a dix ans, la France compterait donc aujourd'hui 4 millions de logements de moins. Où habiteraient dès lors les 8 millions de personnes qui y vivent aujourd'hui ? Poser cette question montre que les pistes proposées, quand il y en a, sont peu réalistes. Mais cette question ne risque pas de se poser car, dans une société ouverte et dans un pays relativement démocratique, nul pouvoir local ou national n'est en mesure de s'opposer durablement à la pression des citoyens qui cherchent à se loger. Dès lors, la construction se ferait dans les interstices : constructions sauvages au mépris des règles environnementales et de sécurité ici, constructions illégales avec corruption des autorités locales si besoin là, désobéissance des autorités locales aux consignes nationales un peu partout, au détriment de ce qui est vraiment nécessaire : une planification concertée de nouveaux logements économes en foncier et en énergie à des prix abordables.

Plutôt que de construire, face à la crise du logement, l'auteur propose de réquisitionner 25 % des logements vides, soit 750 000 logements. Cette ambition forte s'avère pourtant tout à fait irréaliste. La réquisition en France, objet de débat récurrent, n'a pas permis depuis une génération de mobiliser plus de quelques centaines de logements depuis les tentatives de Jacques Chirac en 1995 ou de Marie-Noëlle Lienemann en 2001. Cécile Dufлот, qui avait remis ce sujet à l'agenda, n'avait pu en réquisitionner aucun. On pourrait certes mieux faire, en assouplissant la loi et en faisant œuvre d'un volontarisme accru sur le long terme. Mais de là à passer de 0 à 750 000 par la simple volonté politique, il y a un pas tout simplement impossible à franchir.

À cela plusieurs raisons : les 3 millions de logements vacants comptés par l'Insee sont pour moitié des logements vacants ponctuellement, depuis moins d'un an, dans l'attente d'une transaction, d'une relocation ou de travaux, ce que l'on appelle la vacance « frictionnelle », sans laquelle nul ne pourrait déménager, fût-ce pour fuir les métropoles... Seuls un tiers sont vides depuis plus de deux ans. Ensuite, certains logements durablement vacants sont bloqués en raison de contentieux juridiques difficiles à démêler. Enfin, une partie ne trouvent pas preneurs en raison de leur mauvais état ou de leur localisation dans des zones peu demandées, comme à Vichy ou Nevers. Or, s'il est possible d'en réhabiliter certains, à condition d'y mettre le prix, il est plus difficile de recréer une demande de logements dans des zones fortement tendues. S'il est tout à fait exact que certaines campagnes et petites villes se repeuplent, cela n'est pas vrai partout, en particulier dans les anciennes régions industrielles du Nord-Est et du Centre de la France, qui n'attirent plus guère faute d'attractivité résidentielle et d'emplois. Au final, le gisement le plus facilement exploitable de logements durablement vacants se chiffrent plutôt à 140 000 dans les zones tendues. Enfin, la réquisition, outil politique fort et marquant, n'est sans doute pas le plus simple à manier à grande échelle pour mobiliser les logements vacants, par rapport à l'incitation ou l'obligation de réaliser des travaux et de conventionner les logements auprès de l'Agence nationale de

l'Habitat (ANAH). En tout état de cause, les ordres de grandeur des logements vides à mobiliser ne sont pas à la hauteur pour remplacer le flux annuel de 400 000 constructions neuves, qui semble pourtant lui-même insuffisant aujourd'hui pour faire face à la pénurie de logements dans les zones tendues.

FUIR MASSIVEMENT LES MÉTROPOLES POUR REPEULER LES CAMPAGNES SERAIT UNE GRAVE ERREUR DU POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL

Quelle serait l'alternative réelle aux « métropoles barbares » ? Pour l'auteur, il s'agirait de regagner les campagnes, les bourgs et les petites villes, pour y retrouver autonomie, écologie et convivialité. Si ces territoires fourmillent bel et bien d'expérimentations intéressantes, Guillaume Faburel les dépeint parfois avec une certaine naïveté comme le miroir inversé des métropoles barbares. « *La campagne demeure synonyme de liberté et de proximité. Elle symbolise la solidarité et la qualité de vie quand la ville ne rime plus qu'avec une notion de progrès relatif* » (p. 222). La campagne permettrait par une sorte de miracle sociologique aux classes populaires de « *mettre à distance certaines relations de domination* ».

La campagne serait propice à la « proximité ». Or, quand l'hôpital, la maternité, le lycée, l'université, la CAF, le tribunal ou la piscine sont à plusieurs kilomètres en zone rurale, la notion de « proximité » est peut-être à prendre avec précaution.

Elle serait le lieu de la résilience, de l'autonomie. A première vue, les besoins élémentaires sont en effet plus faciles à satisfaire soi-même quand on a un potager, des toilettes sèches et une source d'énergie (bois, éolienne, photovoltaïque...), même si cet équipement est loin de concerner tous les habitants de ces zones. Mais cette vision tend à idéaliser la vie à la campagne ou dans de petites villes. La vie à la campagne, c'est aussi, parfois et pour certains groupes sociaux, la dépendance. Dépendance au tourisme quand l'économie est basée sur cette manne, dépendance aux services publics quand l'économie locale dépend d'une caserne, d'une sous-préfecture ou d'un tribunal, dépendance à la protection sociale quand les actifs occupés sont peu nombreux, dépendance à une entreprise phare d'un territoire dont le départ mettrait à terre un bassin d'emploi tout entier, dépendance aux cours internationaux des matières premières, aux aides de la PAC voire aux firmes semencières et aux organismes de crédit agricole quand elle est basée sur l'agriculture productiviste, dépendance enfin aux métropoles dans les campagnes aux périphéries des grandes villes.

Autre limite à cet idéal, l'avantage de la campagne tient au fait que tout le monde n'y habite pas, ce qui permet de profiter des bons côtés d'une faible densité tout en pouvant compter en cas de besoin sur les avantages des métropoles à proximité. Mais si tout le monde quitte les métropoles pour les campagnes et les petites villes, le risque est grand d'exporter aussi les nuisances urbaines. Pour reprendre la boutade d'Alphonse Allais, il serait risqué de déplacer la ville à la campagne car l'air y est plus pur. Quant à multiplier les « éco-hameaux » et essayer l'habitat léger dans les campagnes, cela fleure bon l'alternative écologiste, et de multiples exemples militants montrent que l'on peut très bien y vivre en harmonie avec la nature, mais ce type de pratiques n'est pas de nature à répondre aux besoins en logements des 67 millions de Français. La dissémination de cet habitat très peu dense sur le territoire, s'il était réaliste de l'envisager, aboutirait assez sûrement à un mitage exceptionnel des terres et un développement encore plus grand du recours à la voiture. Comme l'écrit l'urbaniste Magali Talandier, « *Pour dédensifier sérieusement les villes, il faut songer à urbaniser les campagnes, artificialiser de nombreux espaces fragiles et protégés. Pour garantir un accès à l'emploi, à la santé, à l'éducation dans un modèle d'habitat dispersé, il faut prévoir de développer les réseaux numériques, énergétiques, routiers afin d'assurer la connexion de ces espaces.*⁶ » Sombre perspective...

L'étalement urbain consomme déjà l'équivalent de plus d'un département par décennie, essentiellement pour de l'habitat peu dense : qu'en serait-il si, à ces dynamiques déjà existantes, on y ajoutait un « exode urbain » de plusieurs millions de personnes ? Sans aucun doute une catastrophe écologique, à moins de croire au mythe selon lequel les nouveaux exilés de la ville iraient forcément faire revivre les zones aujourd'hui désertées du Nord-Est et du Centre plutôt que d'alimenter l'étalement urbain dans les zones sous tension (arc atlantique, zones frontalières, PACA, périphéries de Paris et Lyon...). Bref, s'il s'agit de contrecarrer « l'urbanisation du monde », le meilleur moyen est sans doute de densifier les zones déjà urbanisées, d'éviter le morcellement périurbain généralisé, plutôt que d'envoyer les urbains à la campagne.

MÉTROPOLES : ATTENTION AUX RENDEMENTS DÉCROISSANTS

Bref, les campagnes ne sont pas forcément des paradis écologistes, pas plus que les métropoles ne sont uniformément un enfer capitaliste, paroxysme de « la ville néolibérale⁷ ». Mais il est un sujet lié à la métropolisation qui pose de longue date de graves problèmes en France, c'est la taille démesurée de l'agglomération parisienne, qui tend à écraser les autres territoires et notamment... les autres métropoles. Concentrer à ce point dans la capitale l'essentielle des fonctions de commandement, des sièges sociaux, des directions nationales d'administration, d'entreprises ou d'associations est porteur d'effets pervers pour le reste du pays et pour l'Île-de-France elle-même. Le centralisme parisien étouffe les autres territoires, et impose souvent de repasser par Paris pour des voyages de région à région, ou de « monter » à Paris ou pour « faire carrière » (à tort ou à raison). Les médias nationaux sont focalisés sur la vie parisienne, ses artistes, ses élus, ses rumeurs, ses modes et ses travers. Étrangement, ce problème très français n'est d'ailleurs presque pas abordé par Guillaume Faburel.

Se pose donc la question, débattue de longue date, sans réponse tranchée, de savoir si les métropoles ont une taille maximale au-delà de laquelle s'annulent les effets d'échelle ? Il n'existe sans doute pas de taille optimale qui soit la même partout, en tous lieux et en tout temps et pour tous, car les modes de vie et les technologies permettant ou non de bien vivre dans de grandes villes évoluent, de même que les visions de la ville désirable. La taille optimale peut donc changer mais surtout faire l'objet de débats au sein de la population. Jusqu'à quelle taille sommes-nous prêts à grossir pour bénéficier de certains effets d'échelle avant que les effets pervers ne prennent le dessus ?

Guillaume Faburel tranche le débat en affirmant qu'une agglomération de plus de 40 000 habitants, faute d'autosuffisance alimentaire, n'est pas viable et donc doit décroître jusqu'à parvenir à ce seuil. C'est une proposition particulièrement radicale, convenons-en, et qui risque d'être mal acceptée par quelques dizaines de millions de nos concitoyens, si tant est que le choix et le plaisir de vivre dans des grandes villes, malgré leurs défauts, sont des critères à prendre en compte. Sur le fond, une ville de plus de 40 000 habitants, si elle a effectivement du mal à fournir elle-même, dans son périmètre communal, l'alimentation dont elle a besoin, peut tout de même se fournir auprès des agriculteurs qui l'entourent, sans pour autant verser dans les échanges internationaux. Cette complémentarité entre villes et campagnes, qui pourrait sembler logique pour éviter d'opposer une forme urbaine à une autre⁸, est pourtant explicitement rejetée par Guillaume Faburel, qui appelle les campagnes à prendre leur revanche sur les villes qui les auraient trop longtemps exploitées. D'autres auteurs évoquent des tailles urbaines soutenables très différentes. L'économiste britannique Ernst Schumacher, l'auteur même de *Small is beautiful*, place par exemple la limite douze fois plus haut, autour de 500 000 habitants, c'est-à-dire une taille que la plupart des métropoles françaises n'ont pas atteinte.

7 Gilles Pinson, *La Ville néolibérale*, PUF, Paris, 2020.

8 Voir par exemple Vincent Grimault, *La Renaissance des campagnes*, Le Seuil, Paris, 2020.

LE VRAI PROBLÈME DES MÉTROPOLES : LA NÉCESSITÉ D'UNE PLANIFICATION DÉMOCRATIQUE À LA BONNE ÉCHELLE

Plutôt que d'appeler à fuir les métropoles, il faut s'atteler à les réformer. Les initiatives ne manquent pas, et n'ont rien de sujets futiles : mobilités douces, végétalisation des espaces publics, ville à taille d'enfant, transports en commun, piétonnisation, limitation de vitesse, jardins partagés, lutte contre le bruit et la pollution atmosphérique, rénovation énergétique des bâtiments, lutte contre les îlots de chaleur, recours à des matériaux biosourcés ou bas carbone, participation des habitants, alternatives à l'artificialisation et l'imperméabilisation des sols...

Tous ces chantiers passionnants, que Guillaume Faburel évoque à peine, ou alors parfois avec un certain dédain, comme des symptômes de gentrification, ne sont pas des combats perdus d'avance à cause de la taille des villes. Hélas, bien peu de tentatives d'écologiser les grandes villes trouvent grâce à ses yeux, des écoquartiers aux « *outils participatifs* » dénoncés sans nuance comme « *visant à reproduire les grands partages historiques entre les sachants et la multitude* ». Quant aux pistes cyclables, a-t-il expliqué lors des *Journées d'été 2020 d'EELV*, « *c'est sympathique mais ça sert à rien, c'est une politique de classe* ». Il est évidemment utile de démasquer les impostures qui se cachent parfois derrière ces politiques à la mode, mais sans aller jusqu'à jeter systématiquement le bébé écolo, même imparfait, avec l'eau du bain métropolitain.

Ces combats restent à mener au niveau local, national et européen, et peuvent amener de vraies victoires qui changent le mode de vie, rallongent l'espérance de vie, font reculer les maladies, rendent la ville à ses habitants. Ces dernières années ont d'ailleurs montré que de grands projets inutiles ont été abandonnés, comme Europa City, et que de nombreuses métropoles prenaient le tournant des circulations douces, imparfaitement certes mais résolument. Les dernières élections municipales ont également montré qu'une grande partie des électeurs de ces métropoles décriées y étaient prêts, ce qui au passage est moins flagrant dans les petites villes et les campagnes au regard des résultats électoraux tout du moins.

Pour avancer dans cette transition écologique, un des outils majeurs réside dans la démocratisation des métropoles, plutôt que dans leur boycott. Afin de maîtriser politiquement le développement des villes, de rendre possible le droit à la ville des plus faibles, de planifier la construction et d'économiser le foncier, il est urgent de prévoir l'élection au suffrage universel direct des élus métropolitains lors de campagnes électorales dédiées, pour sortir de la simple cogestion entre maires.⁹ Une seule métropole le permet, celle de Lyon, pourtant présentée comme le repoussoir absolu par Guillaume Faburel. L'outil électoral, imparfait mais nécessaire, permet pourtant aux citoyens de s'exprimer, à l'échelle de la métropole, sur l'orientation qu'ils souhaitent lui donner, soit pour en faire une ville attractive capitaliste, sous l'ère Gérard Collomb, soit pour la confier aux écologistes comme ce fut le cas en 2020.¹⁰ Mais Guillaume Faburel ramène ce débat autour du mode de scrutin ou de la répartition des pouvoirs entre collectivités à de simples « aspects techniques ».

Renforcer les compétences et la légitimité démocratique des métropoles est indispensable, par exemple dans l'agglomération parisienne, pour rééquilibrer la répartition des logements et des bureaux, redistribuer les richesses entre la Seine-Saint-Denis et les Hauts-de-Seine ou Paris, mieux répartir les emplois et les logements sociaux, encadrer les loyers, voire même organiser la décroissance de l'agglomération. Pour tous ces sujets, qu'on ne s'y trompe pas, nos adversaires se contentent très bien de la cogestion entre communes et départements souverains d'une « métropole » sans compétence ni légitimité.

9 Fabien Desage et David Guéranger, « La démocratie locale, ils n'en ont pas voulu », *Mouvements*, 2017, n°77, La Découverte.

10 Gilles Pinson, « La cogestion de l'intercommunalité conduit à des logiques de marchandage opaques », *Le Courrier des maires*, 24 juillet 2020.

En conclusion, plutôt que de vouloir défaire les métropoles, l'urgence est de leur donner plus de pouvoir. Non pas plus de pouvoir sur les territoires alentours, mais plus de pouvoir pour se réguler elles-mêmes, pour imposer un partage équitable et équilibré des logements sociaux, des bureaux, des infrastructures, aux maires et lobbies qui y seraient réticents. Ce n'est pas un hasard si les deux principales agglomérations, parisienne et marseillaise, dans lesquelles les institutions métropoles sont historiquement les plus faibles et les plus récentes, sont également les plus marquées par la ségrégation territoriale et la congestion. Cette souveraineté accrue des métropoles sur elles-mêmes, destinée à mieux planifier leur développement, doit être une souveraineté populaire, entre les mains des citoyens, à la fois au moment de l'élection de leurs représentants, pour qu'ils sachent qui ils élisent et pour quoi faire, et entre deux élections, pour imposer au pouvoir métropolitain leurs aspirations à des métropoles conviviales, respirables, sobres, respectueuses des territoires qui les environnent et des êtres humains qui les habitent.

Une écologie conséquente et respectueuse, qui ne cède pas à la tentation de la table rase, doit trouver des solutions théoriques et pratiques à ces défis gigantesques. A cet égard, si Guillaume Faburel a le mérite de poser avec éloquence et une pointe de provocation de très bonnes questions, on peut regretter qu'il les referme aussitôt avec des solutions expéditives et des anathèmes stimulants mais trop caricaturaux pour dessiner des chemins désirables, soutenables et réalistes.



© LjubisaDanilovic

L'AUTEUR

Manuel Domergue est membre du Conseil de surveillance de la Fondation de l'Écologie Politique.

Ancien élève de Sciences Po et du Centre de Formation des Journalistes il a été journaliste à *Alternatives Économiques* et coauteur de *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique* et *La Guerre du Cameroun*, avec Thomas Deltombe et Jacob Tatsitsa.

Manuel Domergue a participé à de nombreux collectifs militants, notamment Jeudi-Noir et Génération précaire. Il est depuis 2014 directeur des études de la Fondation Abbé Pierre, où il dirige en particulier la rédaction du rapport annuel *L'état du mal logement en France*.



LA FONDATION DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE - FEP

31/33 rue de la Colonie 75013 Paris
Tél. +33 (0)1 45 80 26 07 - contact@fondationecolo.org

La FEP est reconnue d'utilité publique. Elle a pour but de favoriser le rassemblement des idées autour du projet de transformation écologique de la société, de contribuer à l'élaboration du corpus théorique et pratique correspondant à ce nouveau modèle de société et aux valeurs de l'écologie politique.

Les travaux publiés par la Fondation de l'Écologie Politique présentent les opinions de leurs auteur-es et ne reflètent pas nécessairement la position de la Fondation en tant qu'institution.

WWW.FONDATIONECOLO.ORG

1€

